

20.05.2015 – 10:20 Uhr

Industrie MEM : le franc fort laisse des traces manifestes

Zürich (ots) -

Par rapport à la période comparable de l'année précédente, le chiffre d'affaires dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) a reculé de 8,1% au premier trimestre 2015. Avec une diminution de 17,1%, l'effondrement a été considérable en particulier au niveau des entrées de commandes. La pression massive sur les marges donne beaucoup de fil à retordre aux entreprises. Près de deux tiers d'entre elles s'attendent à un effondrement des marges d'au moins 4%. Ce pourquoi 31% des entreprises MEM tablent sur un déficit opérationnel en 2015. Ceci confirme les craintes que la nouvelle force du franc ne laisse des traces manifestes dans la branche MEM. Il semble malheureusement que la politique ne soit pour l'instant pas prête à soutenir la place industrielle suisse en lui accordant de meilleures conditions cadres. Swissmem exige des milieux politiques de prendre au sérieux sans tarder les revendications de l'industrie et de leurs associations.

Les entrées de commandes dans l'industrie MEM ont diminué au premier trimestre 2015 de 17,1% par rapport à la même période de l'année précédente. Certes, ce recul s'explique aussi par un certain effet de base étant donné que le trimestre comparable en 2014 fut encore très satisfaisant. Toutefois, l'indice des entrées de commandes a atteint son niveau le plus faible depuis 2011. Le chiffre d'affaires a également évolué de façon négative au premier trimestre 2015. Par rapport au premier trimestre 2014, il a diminué de 8,1%. Le recul des entrées de commande et du chiffre d'affaires touche aussi bien les grandes entreprises que les PME. En raison des entrées de commandes réjouissantes de l'année précédente, l'utilisation des capacités est encore relativement élevée et se situait en avril 2015 à 87,6%, ce qui n'est que légèrement inférieur à la moyenne annuelle de 2014 (88,2%).

Evolution différente des marchés d'exportation

Selon les chiffres de l'administration fédérale des douanes, les exportations de l'industrie MEM ont diminué au premier trimestre 2015 de 1,4% par rapport à la période correspondante 2014 et ont atteint une valeur de marchandise de 15,9 milliards de francs. Les principaux marchés ont évolué de façon différente. Les exportations vers l'Asie (+9,7%) et les États-Unis (+9,5%) ont fortement augmenté. Cette évolution réjouissante n'a cependant pas réussi à compenser complètement le fort recul des exportations vers l'UE (-4,9%). Si l'on tient compte des différents secteurs de produits, alors les exportations associées à la construction de machines se sont considérablement affaiblies (-8,5%). Les exportations dans la métallurgie (-3,3%) et de produits du secteur de l'électrotechnique et de l'électronique (-2,4%) ont également diminué. Seuls les instruments de précision ont légèrement progressé (2,6%).

Perspectives peu engageantes

Les données commerciales disponibles les plus récentes sur le premier trimestre 2015 confirment les craintes avancées par Swissmem suite à l'abolition du taux plancher. Swissmem s'attend à une forte augmentation du chômage partiel dans la branche MEM au cours du deuxième semestre de l'année en cours. Les chiffres ne reflètent pas la pression massive sur les marges. Dans une enquête effectuée en mars 2015 parmi les entreprises affiliées à Swissmem, pratiquement deux tiers des entreprises (63%) déclaraient s'attendre à une perte sur les marges d'au moins 4% en raison de la force du franc. Ceci a pour conséquence que près d'un tiers des entreprises interrogées (31%) tablent sur un déficit opérationnel en 2015.

La majeure partie des entreprises a déjà pris d'importantes mesures au cours des trois dernières années pour regagner leur compétitivité. Désormais, les conséquences visibles de la nouvelle force du franc nourrissent les craintes que les futures mesures des entreprises pourraient avoir des conséquences structurelles massives pour l'industrie MEM. A en croire l'enquête réalisée en mars 2015, 16% des entreprises MEM envisagent de délocaliser une partie de leur chaîne de création de valeur à l'étranger au cas où le cours devrait se maintenir à un niveau de 1,05 CHF/euro. En cas de parité de cours, 28% des entreprises engageraient une telle mesure.

Quand la politique va-t-elle se réveiller ?

Les entreprises planifient les prochaines mesures et ne vont plus tarder à prendre les décisions nécessaires. Il semble malheureusement que la politique ne soit pour l'instant pas prête à soutenir la place industrielle suisse en lui accordant de meilleures conditions cadres. Les derniers exemples sont les réductions des moyens financiers pour l'encouragement de l'exportation, décidées par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national, et les réductions au niveau e-Government, grâce auxquelles en particulier les PME espéraient une décharge administrative. Le Palais fédéral est pratiquement resté sourd à l'égard des exigences de Swissmem concernant l'extension de l'encouragement de l'innovation par l'Agence fédérale pour la promotion de l'innovation (CTI). S'ajoute à cela un affaiblissement supplémentaire du principe « Cassis de Dijon » par le Conseil national. Certes, ceci ne concerne que peu l'industrie MEM, mais prouve tout de même le manque de volonté de la « Grande chambre » de vouloir encourager la concurrence et la compétitivité internationale des entreprises. L'attitude fondamentale de vouloir en premier lieu pénaliser et non décharger les entreprises distingue certains groupements politiques, ce qui se répercute sur différents dossiers. A commencer par la politique énergétique en passant par le droit du travail et l'initiative sur la fiscalité successorale pour finir dans l'attitude critique à l'égard de nouveaux accords de libre-échange.

Swissmem exige de la part de la politique d'ouvrir enfin les yeux et de reconnaître la charge exagérée pour de nombreux secteurs

de l'économie et de prendre enfin au sérieux les revendications de la place industrielle suisse. Des premiers signes positifs dans cette direction seraient une réduction des jours d'attente en cas de réduction du temps de travail, la prolongation à 18 mois de la durée maximale d'indemnisation en cas de chômage partiel ainsi que l'augmentation des moyens financiers pour la CTI.

Si aucun changement de régime n'a lieu de la part de la politique, les entreprises prendront un grand nombre de décisions encore en suspens au détriment de la place industrielle suisse - avec des conséquences graves à long terme pour l'industrie et l'ensemble de l'économie suisse. Swissmem exige aussi de la part de la BNS de tout entreprendre pour diminuer rapidement la surévaluation massive du franc.

Pour tous renseignements:

Philippe Cordonier, responsable Suisse romande
Tél : +41 21 613 35 85 / mobile : + +41 79 644 46 77
E-mail: p.cordonier@swissmem.ch

Ivo Zimmermann, chef Communication
Tél : +41 44 384 48 50 / portable : + +41 79 580 04 84
E-mail: i.zimmermann@swissmem.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100053245/100772881> abgerufen werden.